



COMMUNAUTÉ URBAINE DU CENTRE

AVIS SUR LA BOUCLE DU HAINAUT

26 mars 2021

**LA COMMUNAUTÉ
URBAINE DU CENTRE**

cuc@skynet.be
Chaussée de Jolimont, 263
7100 Haine-Saint-Pierre

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	3
Considérant.....	4-6
Conclusion.....	7
Annexes.....	8

INTRODUCTION

Afin de mettre en place son projet « Boucle du Hainaut », Elia a déposé auprès du Gouvernement wallon un dossier de **révision du plan de secteur** le 6 janvier 2021. Le Ministre BORSUS dispose d'un délai de 90 jours pour remettre sa décision, soit jusqu'au 6 avril 2021.

Conformément au CoDT, il procède à la consultation des quatre instances obligatoires (les fonctionnaires délégués D1 et D2, les Pôles Aménagement du Territoire et Environnement) et soixante-deux facultatives, dont la Communauté Urbaine du Centre.

Pour cela, les différents organismes ont eu à leur disposition les pièces relatives au dossier, comme :

- le dossier de base déposé par Elia demandant la révision du plan de secteur ;
- les résultats de l'étude de M. Jing Dai demandée par le Ministre ;
- les avis des divers conseils communaux, des CCATM, etc.

Les organismes consultés disposent d'un délai de 60 jours, jusqu'au 11 avril 2021, afin de remettre un avis circonstancié sur la Boucle du Hainaut.

Dans ce cadre, la CUC a constitué un groupe de travail restreint, incluant un représentant de chaque parti ainsi que les Bourgmestres des communes concernées, et remet l'avis ci-après.

CONSIDERANT

Considérant que les communes concernées ainsi que les citoyens sont fortement opposés à l'installation de cette ligne ;

Considérant que la CUC a demandé une rencontre avec le Ministre BORSUS ;

Considérant que lors de cette rencontre, le 7 octobre 2020, la CUC a demandé à Elia la transparence sur le tracé du projet « Boucle du Hainaut » ;

Considérant que, conscientes de l'urgence climatique, les communes de la communauté Urbaine du Centre, souhaitent s'inscrire dans une démarche de lutte contre le changement climatique ; que cette démarche se traduit notamment par la mise-en-œuvre de Plan d'Actions en faveur de l'Energie Durable et du Climat (PAEDC), adoptés par plusieurs communes de la région du Centre ;

Considérant la situation sanitaire et les courts délais pour remettre un avis sur le projet déposé par Elia ;

Considérant que lors de la rencontre un dossier avait été mis en place, reprenant les attentes et demandes des différentes communes ;

Braine-le-Comte :

Les instances communales ont pris connaissance du dossier de base et considèrent que le projet doit être soumis à l'analyse d'un Rapport des incidences sur l'Environnement, que le tracé proposé n'est pas, selon le dossier, le plus pertinent, que des alternatives devraient être explorées, telles que l'enfouissement des câbles ou encore le renforcement des lignes existantes, et que les impacts sur l'environnement, la santé, la sécurité, etc. devraient être étudiés et enfin qu'un bureau d'étude indépendant soit désigné par le Gouvernement ;

Ecaussinnes :

Dans la motion « Non au projet "Boucle du Hainaut" proposé par Elia » du 28 septembre 2020, la Ville d'Ecaussinnes marque son opposition au projet transmis par Elia en précisant qu'il n'est pas en adéquation avec la protection de la santé, le bien-être des habitants, la préservation du territoire rural d'Ecaussinnes, des activités agricoles, etc. Elle exige l'abandon du projet et précise qu'une réunion publique d'information (RIP) n'a pas pu être organisée, comme prévue par le CoDT, et indique sa volonté de travailler avec les différentes communes impactées par le projet ;

Seneffe :

Les demandes formulées par la Ville de Seneffe incluaient la motivation des choix des tracés, retenus et écartés par Elia, mais aussi une analyse détaillée des alternatives possibles en précisant les avantages, inconvénients et contraintes et la demande d'une contre-expertise à celle financée par Elia ;

Soignies :

La Ville de Soignies a déploré le manque de communication d'Elia avec la Ville et l'absence d'études d'incidences préalables au projet, elle a ainsi demandé l'abandon du projet tel qu'il a été présenté par Elia et que des alternatives soient étudiées étant donné l'inadéquation du projet avec la protection de la santé humaine, la préservation du territoire sonégien, la protection des activités agricoles et de l'environnement, ainsi qu'avec la politique environnementale menée au quotidien par la Ville de Soignies et ses citoyens ;

Considérant qu'en date du 26 octobre 2020 pour Braine-le-Comte, du 28 octobre 2020 pour Ecaussinnes, du 20 octobre 2020 pour Soignies et du 29 octobre 2020 pour Seneffe, chacune des communes a remis un avis défavorable sur ce projet et fait passer des motions en ce sens ;

Considérant que les revendications de la CUC lors de la réunion du 7 octobre 2020 étaient les suivantes :

- Demander une contre-expertise de l'étude menée par Elia ;
- Analyse groupée des alternatives proposées au tracé ;
- Analyse des alternatives crédibles : dédoublement, enfouissement ;
- Préserver le territoire, le cadre de vie, le paysage ;
- Protéger la santé humaine, les activités agricoles, l'environnement.

Considérant qu'à la suite de cette réunion, la CUC avait invité le Ministre à réaliser des visites de terrain dans les communes de son territoire. Il s'est donc rendu dans les communes de Soignies, Seneffe, Ecaussinnes et Braine-le-Comte les 8 et 9 janvier 2021 ;

Considérant que, par la suite, la Ministre TELLIER avait également été invitée à se rendre sur le terrain, invitation à laquelle elle a répondu le 29 janvier 2021 ;

Considérant que la CUC s'interroge encore sur les besoins énergétiques à deux niveaux :

- le besoin de liaison entre l'est et l'ouest de la Belgique et les effets de goulot d'étranglement sur la ligne existante entre Horta et Mercator.
- le besoin de renforcement du réseau de 150kv en Hainaut.

Considérant que la CUC déplore que les résultats des différentes études demandées autant par le Ministre BORSUS que la Ministre TELLIER ne donneront pas de résultats concrets pour que le Ministre statue sur le projet de révision du plan de secteur dans un délai court ;

Considérant que les membres de la Communauté Urbaine du Centre restent vigilants sur la mise en œuvre des différentes annonces faites par les Ministres wallons. Qu'ils rappellent également leur demande : que tous ces engagements soient tenus avant toute décision dans le dossier Boucle du Hainaut ;

Considérant que les élus du Centre continuent d'interpeller régulièrement, au sein de leurs différentes instances, le Ministre wallon en charge de l'aménagement du territoire, Monsieur Willy BORSUS et la Ministre wallonne en charge de l'environnement, Madame Céline TELLIER, ainsi que les différents Ministres compétents ;

Considérant qu'à la suite de ces visites, le conseil communal de Soignies a adopté, le 23 février 2021, une nouvelle motion demandant notamment aux autorités régionales d'abandonner l'examen du projet déposé par Elia dans la mesure où les résultats des études annoncées devront être préalablement connus avant toute décision sur ce dossier, et la création d'un comité d'accompagnement, composé d'élus et de représentants des citoyens afin de garantir la transparence des études demandées par les Ministres wallons Willy BORSUS et Céline TELLIER ;

Considérant le manque de transparence de la part d'ELIA et que malgré les différentes rencontres, le projet n'ait ni évolué ni été modifié ;

CONCLUSION

La Communauté Urbaine du Centre remet donc un avis défavorable au projet déposé par ELIA.

La CUC demande donc au Gouvernement wallon de ne pas décider de la révision du plan de secteur et donc de pas adopter le projet qui lui est soumis étant entendu que les résultats des études annoncées par les Ministres W. BORSUS et C. TELLIER ne seront pas connus avant la fin de l'année 2021 et que les résultats de celles-ci pourraient remettre en cause les fondements mêmes du projet déposé par ELIA.

La CUC demande également que ces études (contre-expertise sur les besoins et solutions techniques, d'une part, et impact des ondes électromagnétiques sur la santé et l'environnement, d'autre part) soient accompagnées d'un comité de suivi auquel seront associés les représentants des groupements citoyens, des élus des communes concernées et des fédérations agricoles.

ANNEXES

Délibérations des différentes communes :

- Délibération de la commune de Braine-le-Comte – 26.10.20
- Délibération de la commune d'Ecaussinnes – 28.10.20
- Délibération de la commune de Seneffe – 20.10.20
- Délibération de la commune de Soignies – 29.10.20
- Motion de la commune de Soignies – 23.02.21

Motion de M. Desquesnes au Parlement wallon – 9.02.21